

A close-up portrait of an elderly woman with a weathered face, looking slightly to the right. She is wearing a colorful headwrap with yellow, red, and white stripes, and a vibrant green and white striped top with large pink floral patterns. A colorful beaded necklace is visible around her neck. The background is a plain, light-colored wall. A large green graphic element is overlaid on the right side of the image, containing the title text.

**SUIVI
BUDGÉTAIRE
POUR UNE
JUSTICE
ÉCONOMIQUE
AU GHANA**



OXFAM

SUIVI BUDGÉTAIRE POUR UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE AU GHANA

1 Vue d'ensemble

Informations relatives au programme

Nom	Promotion de la justice économique, de la sécurité alimentaire et d'une gouvernance agricole au Ghana
Pays	Ghana
Budget	4,7 millions de livres sterling
Date de début	Avril 2016 ¹
Date de fin	Juin 2020
Bailleurs de fonds	Projects Direct (Oxfam), Oxfam Amérique, Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (DG DEVCO)

Analyse du problème

Le Ghana est souvent vu comme un exemple à suivre en Afrique de l'Ouest. Depuis la restauration d'une démocratie multipartite en 1992, ce pays connaît en effet une croissance annuelle du PIB de plus de 5 % en moyenne², ainsi que d'importantes réductions de la pauvreté³. La transition démocratique du pouvoir vers le premier parti de l'opposition fin 2016 a mis en évidence la stabilité du pays, un facteur qui, ajouté aux richesses minières du pays, a donné lieu à d'importants investissements étrangers. Les entrées de capitaux ont explosé depuis la découverte du gisement pétrolifère de Jubilee en 2007, passant d'un peu moins de 145 millions à près de 3,2 milliards de dollars américains dix ans plus tard⁴. Depuis novembre 2010, la Banque mondiale classe le Ghana dans la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire.

Ces gains dissimulent une inégalité sous-jacente, qui n'a fait que croître avec l'augmentation des revenus du pays. Au niveau national, le coefficient de Gini pour le Ghana est passé de 37 en 1992 à 41 en 2013⁵ et on estime que la hausse du niveau d'endettement du Ghana aura un impact considérable sur sa capacité à investir pour s'attaquer aux problèmes d'inégalité et de pauvreté. Au niveau régional, selon une récente étude de l'UNICEF sur la pauvreté et l'inégalité, la croissance et la réduction de la pauvreté se sont concentrées au Sud, les régions du Nord et du Haut Ghana oriental et occidental restant loin derrière⁶.

La savane sèche située au nord abrite une population dont le travail, l'alimentation et les revenus dépendent largement de l'agriculture. La région est soumise à un ensemble de chocs externes, notamment les inondations et la sécheresse, qui se produisent souvent au cours de la même saison. Par ailleurs, elle souffre de plus en plus de la dégradation des sols et des variations saisonnières liées au changement climatique. L'agriculture est sous-développée et se caractérise par des pertes post-récolte importantes et des fluctuations des prix dues à la surabondance de l'offre ; un accès limité au crédit, à l'épargne et à l'assurance agricole ; et des droits de propriété et un accès aux ressources limités pour les femmes, qui jouent pourtant un rôle de premier plan dans la main-d'œuvre agricole.

Description

La vision stratégique du programme de justice économique d'Oxfam au Ghana s'étale de 2016 à 2020 avec un budget de 4,7 millions de livres sterling. Le programme vise à soutenir les productrices et producteurs familiaux, en se concentrant notamment sur les communautés situées au nord du pays, ainsi que sur les communautés de pêcheurs du littoral au sud.

Il se base sur trois principaux piliers : adaptation, réduction des risques et équité entre les femmes et les hommes ; développement des entreprises rurales et de la chaîne de valeur ; et cadre politique, suivi du budget et développement du secteur privé.

Adaptation, réduction des risques et équité entre les femmes et les hommes

Le programme renforce la résilience des productrices et producteurs familiaux en :

- Soutenant les activités qui diversifient la production et celles qui permettent de s'adapter au changement climatique.
- Reliant les groupes vulnérables à des dispositifs de protection sociale.
- Faisant la promotion de la possession d'actifs par les femmes et de leur participation aux prises de décision.

Le programme s'attache principalement à remettre en cause la perception courante des rôles des femmes et des hommes en permettant aux familles de devenir des modèles en matière d'équité entre les femmes et les hommes au sein de leur communauté. Pour ce faire, la méthodologie d'égalité entre les sexes dans les familles (Gender Model Family) est utilisée⁷. Cette approche, développée par SEND (Social Enterprise Development Foundation) West Africa, a été adoptée par des organisations au Ghana et en Sierra Leone pour « sensibiliser et mobiliser les hommes afin qu'ils vivent de manière équitable avec leur femme et s'assurent que leurs fils et filles bénéficient des mêmes opportunités pour développer leur potentiel »⁸.

Développement des entreprises rurales et de la chaîne de valeur

Oxfam aide les productrices et producteurs familiaux (et surtout les femmes) à ajouter de la valeur à leurs produits, en les aidant à accéder à des marchés potentiels et en garantissant des prix justes pour leurs produits. Oxfam envisage la création d'entreprises viables dirigées par des femmes, ayant un accès étendu à de nouveaux marchés pour leurs produits.

Cadre politique, suivi du budget et développement du secteur privé

Au niveau national, Oxfam soutient les communautés à demander des comptes au gouvernement et aux acteurs du secteur privé quant à leurs engagements sur l'utilisation de la richesse grandissante du Ghana. Le programme coordonne une campagne nationale permettant aux groupes communautaires de surveiller l'utilisation des ressources du gouvernement pour des projets de développement, et fait le lien entre la voix populaire et le processus politique.

SUIVI BUDGÉTAIRE POUR UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE AU GHANA

Promouvoir la justice économique, la sécurité alimentaire et la gouvernance dans le secteur agricole au Ghana.

1

VULNÉRABILITÉS EXISTANTES POUR LES PRODUCTRICES ET PRODUCTEURS FAMILIAUX

ACTIFS ET RESSOURCES :

- Droits fonciers limités pour les femmes
- Accès limité aux intrants / au matériel agricole / aux équipements de transformation alimentaire
- Pertes post-récoltes importantes
- Fertilité des sols en baisse, production d'engrais naturel limitée
- Pas ou peu d'économies

CHOCs EXTERNES

- Précipitations changeantes...
- Changements saisonniers...
- Sécheresse et inondations...
...en conséquence du changement climatique
- Volatilité des prix
- Incertitude croissante...
...en conséquence de l'instabilité des marchés
- Insécurité croissante

OPPORTUNITÉS ET SOUTIEN

- Soutien limité en matière de vulgarisation / d'accès à l'innovation ou aux informations
- Accès limité aux services financiers dont l'assurance des équipements de transformation
- Accès limité aux marchés des intrants/extrants
- Isolement/manque d'infrastructures
- Peu ou pas d'investissement public et privé

VOIX ET PARTICIPATION

- Compétences et connaissances limitées
- Manque de reconnaissance / de possibilité de s'exprimer
- Association/fédération peu solide
- Manque de pouvoir pour ouvrir le dialogue
- Confrontation entre pratiques traditionnelles et affaires / création d'un réseau

2

STRATÉGIES POUR SUPPRIMER/ATTÉNUER CES VULNÉRABILITÉS

Moyens de subsistance des productrices et producteurs familiaux adaptés au climat changeant

Filets de protection en place pour les communautés et ménages vulnérables

Équité femmes-hommes pour les actifs, les intrants, la participation et le soutien

Adaptation, réduction des risques et équité femmes-hommes

PRODUCTRICES ET PRODUCTEURS FAMILIAUX CIBLÉS

Cadre politique, suivi du budget et investissement du secteur privé

Opportunités commerciales étendues aux productrices et producteurs familiaux et à l'économie rurale

Valeur ajoutée et développement de l'économie locale

Chaîne de valeur et développement des entreprises rurales

Entreprises et exploitations viables gérées par des femmes

Les services de vulgarisation, les infrastructures rurales et les politiques agricoles fonctionnent pour les femmes pauvres et les jeunes

Les productrices et producteurs familiaux ont accès aux services financiers, aux mécanismes de réduction des risques et aux technologies de la communication

Les citoyen-ne-s sont impliqués-e-s dans le suivi des dépenses et autres mécanismes de redevabilité sociale : les choix ne sont pas pris au détriment des personnes pauvres et l'argent est mieux dépensé

3

CRÉATION D'ENTREPRISES VIABLES ET RÉSILIENTES DIRIGÉES PAR DES FEMMES ET AUTRES PRODUCTEURS FAMILIAUX AVEC UN INVESTISSEMENT ACCRÙ ET DE MEILLEURE QUALITÉ DE LA PART DU GOUVERNEMENT ET DU SECTEUR PRIVÉ DANS L'AGRICULTURE.

Renforcement du leadership économique des femmes en milieu rural

Diversification des moyens de subsistance et augmentation des revenus

Renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire

Les productrices et producteurs familiaux font entendre leur voix et les investissements publics et privés profitent aux plus pauvres.

SUIVI BUDGÉTAIRE POUR UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE AU GHANA

2 Résultats et défis

Résultats obtenus

Politique et influence

Oxfam, ses partenaires et les groupes communautaires faisant partie de son réseau sont parvenus à obtenir du gouvernement du Ghana que celui-ci donne la priorité à l'agriculture pour les investissements effectués grâce à la récente manne pétrolière. En 2014, le programme a associé un lobbying populaire à un dialogue de haut niveau afin d'obtenir 62 millions de dollars américains issus de l'argent du pétrole pour l'agriculture, une partie précise de ce montant étant affecté aux productrices et producteurs familiaux. Pour illustrer l'ampleur de cet investissement, le secteur agricole n'avait reçu que 2 millions de dollars américains issus de l'argent du pétrole en 2013.

Le soutien d'Oxfam en faveur de l'agriculture à petite échelle au niveau communautaire a été reconnu par le gouvernement du Ghana, qui a intégré le programme et ses partenaires aux processus budgétaires et stratégiques du pays.

Collaboration avec les autorités locales autour de l'adaptation au changement climatique

« Le changement climatique est une réalité dans le nord du Ghana. Les personnes voient à quel point les saisons changent et à quel point les événements météorologiques deviennent de plus en plus extrêmes », explique Mohammed-Anwar Sadat Adam, Responsable du programme et des campagnes d'Oxfam en matière de justice économique. « Nous avons beaucoup accompli pour démystifier le changement climatique et éduquer les agriculteurs et agricultrices et les autorités locales afin de les aider à s'adapter à la nouvelle réalité. »

Oxfam et ses partenaires ont également bien réussi à influencer les politiques et les pratiques au niveau local. Le programme a présenté un large éventail de pratiques pour l'adaptation au changement climatique, qui ont été intégrées avec succès dans les plans de développement locaux et ont bénéficié de ressources allouées par les autorités locales.

Défis spécifiques

Faire le lien entre la mise en œuvre directe et le plaidoyer

Le programme cherche constamment à faire le lien entre ses composants opérationnels (en matière d'adaptation, de réduction des risques et d'équité entre les femmes et les hommes ; et en matière de développement des entreprises rurales et de la chaîne de valeur) et ses activités d'influence au niveau national. Bien que des progrès aient été accomplis, il reste encore fort à faire pour transformer les données opérationnelles en messages de plaidoyer pertinents.

Les activités de lobbying restent en grande partie indépendantes du composant opérationnel du programme. Ceci est en partie dû à la réussite des mécanismes de suivi et de plaidoyer populaires qui ont été mis en place. Toutefois, des défis subsistent pour garantir un financement adéquat et pour identifier les domaines dans lesquels les informations issues du programme peuvent être utilisées pour influencer les politiques.

Le rythme du changement

Oxfam et ses partenaires ont travaillé dur pour établir des relations fortes avec le gouvernement du Ghana et ont obtenu des résultats très satisfaisants. Toutefois, le changement s'opère lentement. Bien que d'importants engagements budgétaires aient été obtenus, ils ont été le résultat d'un travail de plaidoyer continu. Les efforts pour poursuivre sur cette lancée ont toutefois progressé à pas de tortue, une source de frustration pour les partenaires et les communautés.

Face à ce problème, Oxfam a ciblé ses efforts de plaidoyer en procédant à une cartographie des parties prenantes et à une analyse des pouvoirs afin de s'assurer que les bons messages atteignent les bonnes personnes. Oxfam a également mis en place un vaste réseau de partenariats afin de mettre en œuvre le changement.

Enseignements

Faire le lien entre les données du programme et le plaidoyer nécessite d'identifier les ressources et de planifier.

Obtenir des résultats en matière de plaidoyer prend du temps et il est important de gérer les attentes des partenaires et des groupes communautaires.

Des changements au niveau du gouvernement amènent de nouveaux visages et peuvent freiner les progrès en matière de plaidoyer. Dans la mesure du possible, il est utile de s'assurer que des relations existent avec un large éventail d'acteurs politiques afin de minimiser cette dynamique.

Les partenaires étaient engagés à réaliser les objectifs du programme, car chacun d'entre eux disposait d'un engagement organisationnel indépendant vis-à-vis de ces problèmes. Chaque partenaire a amené son propre domaine d'expertise : la circonscription pour la Peasant Farmers' Association of Ghana (PFAG), la perspective hommes-femmes pour Women in Law and Development in Africa (WILDAF) et le plaidoyer et les compétences d'influence et d'analyse pour l'Africa Centre for Energy Policy (ACEP).

SUIVI BUDGÉTAIRE POUR UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE AU GHANA

3 Partenariats et liens avec d'autres programmes

Partenariats

Oxfam au Ghana a engagé un large réseau de partenaires dans le cadre du programme et a rassemblé une coalition de 12 organisations aux aptitudes et compétences variées. Le programme travaille avec quatre organisations communautaires pour mettre en œuvre ses composantes opérationnelles, renforcer les liens avec les communautés et s'assurer que les populations locales ont leur mot à dire dans l'élaboration de programmes et dans le dialogue national.

Pour l'aspect plaidoyer, Oxfam a réuni huit partenaires, disposant chacun d'un profil et d'une expertise distincts. Plus précisément, Oxfam travaille avec un éventail de groupes basés sur des circonscriptions, représentant des femmes, des agriculteurs et agricultrices et des communautés de pêcheurs. Oxfam s'associe également à des groupes et à des institutions possédant une expertise technique spécifique, dans des domaines aussi divers que les droits fonciers, le commerce, les moyens de subsistance, les droits des femmes, l'agriculture et l'énergie.

Plutôt qu'un superviseur, Oxfam est un véritable partenaire des organisations qu'elle soutient. Elle apporte une valeur ajoutée pour la collecte de fonds et le renforcement des capacités techniques dans des domaines spécifiques (par exemple la documentation ou le développement d'outils) et permet aux partenaires d'utiliser sa marque internationale pour donner plus de poids à leurs efforts d'influence. Oxfam rassemble et anime, nouant des liens entre chaque groupe et s'appuyant sur des connaissances techniques spécifiques pour l'élaboration de ses programmes et de son plaidoyer.

Liens avec d'autres programmes d'Oxfam

Le Ghana est un pays phare pour la campagne CULTIVONS⁹ en Afrique de l'Ouest, aux côtés du Nigeria, du Burkina Faso et du Niger. En alliant des activités d'investissement agricole, de justice climatique et alimentaire, de droits fonciers et de soutien à l'agriculture familiale tout en contestant le secteur privé, la campagne a constitué une excellente influence pour l'approche adoptée par le programme en matière de plaidoyer populaire. La participation à la campagne a également joué un rôle important pour l'exploitation du soutien apporté par les équipes d'Oxfam autour de la région et au-delà. Par exemple, le programme s'est associé à Oxfam Amérique pour se concentrer sur l'efficacité de l'aide apportée par les États-Unis, ce qui a conduit à la publication d'une étude et à une réunion avec les représentants du gouvernement des États-Unis au Ghana afin de discuter de ses résultats.

Le Ghana participe aussi à la campagne mondiale À égalité d'Oxfam, dont le but est de s'attaquer aux inégalités. Il est également l'un des pays à mettre en œuvre le programme F.A.I.R (Fiscal Accountability for Inequality Reduction) de la campagne À égalité. Le programme combat les inégalités en donnant plus de poids aux citoyens afin qu'ils demandent aux gouvernements que les revenus et les politiques de dépenses bénéficient à la majorité et non pas à une minorité.

SUIVI BUDGÉTAIRE POUR UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE AU GHANA

4 Zoom sur...

Le suivi du budget et le plaidoyer numérique

Un cadre pour un suivi populaire

« Dès que la rivière sort de son lit, l'activité économique est paralysée », déclare Nana Kobina Donkor, responsable d'Agona Nkran. « Nous étions extrêmement contents lorsque le pont a été construit ». Toutefois, il a été surpris de voir que le pont situé sur la route de desserte Agona Nsaaba - Agona Nkran apparaissait dans une liste de projet pour la région datant de 2013, car sa construction avait été finalisée en 2011. Où allait l'argent à destination du « nouveau » pont ?

L'anecdote ci-dessus est un exemple des types de questions que le programme encourage les communautés à poser afin d'obtenir des réponses. Le boom pétrolier a entraîné un investissement considérable dans l'agriculture, ainsi que l'engagement du gouvernement, dans le cadre de la déclaration de Maputo en 2013 (réaffirmé lors du sommet de l'UA de 2014 à Malabo), à diriger 10 % du PIB vers ce secteur. Bien que les objectifs d'investissement soient impressionnants, la réalité des projets de développement financés par le pétrole peut être décevante, car les retards, les détournements et les mises en œuvre de mauvaise qualité sont courants.

Oxfam encourage les communautés à demander des comptes à leur gouvernement, via un suivi participatif des projets d'infrastructures agricoles, des subventions aux intrants et des services, notamment ceux liés à la recherche, à l'innovation et à la vulgarisation. Le programme partage des informations, comme les budgets, les objectifs, les livrables et les calendriers, en lien avec les interventions gouvernementales prévues, afin de permettre aux citoyens et aux journalistes d'évaluer leur impact par eux-mêmes.

Les résultats du suivi sont transmis via les partenaires d'Oxfam afin d'apparaître dans les médias, dans les réunions avec les responsables gouvernementaux et dans un feedback officiel au sujet du processus de planification et de budgétisation national.

OilMoneyTV

Pour s'assurer que les histoires dévoilées dans le cadre du programme atteignent un public aussi large que possible, Oxfam et son partenaire, L'African Centre for Energy Policy¹⁰, ont lancé OilMoneyTV¹¹, un ensemble de vidéos sur YouTube détaillant des études de cas issues du projet. Bien qu'elles soient attrayantes et bien réalisées, elles n'ont pour l'instant été visionnées que quelques centaines de fois chacune. Pour remédier à cela, le programme collabore actuellement avec des établissements d'enseignement supérieur afin de faire connaître les vidéos, et prévoit de lancer une chaîne officielle en 2017.

Prochaines étapes

Au cours des quatre prochaines années, le programme continuera de se développer et de se concentrer sur les activités suivantes :

- Suivre l'investissement agricole et le flux de financement pour l'adaptation au changement climatique à destination des productrices et producteurs familiaux.
- Travailler de manière collaborative et innovante avec le secteur privé, les productrices et producteurs familiaux, le gouvernement et d'autres parties prenantes clés, afin de lutter contre les obstacles à l'autonomisation économique des femmes dans trois chaînes de valeur agricoles (le cacao, le beurre de karité et le sorgho).

Par ailleurs, le programme explorera de nouvelles activités afin de se focaliser encore davantage sur les productrices et producteurs familiaux :

- Promouvoir l'énergie renouvelable durable pour les femmes et les productrices et producteurs familiaux. Le programme actuel inclut une initiative pilote en faveur d'entreprises de « fourneaux de cuisine propres » dirigées par des femmes. Le pilote utilise également la technologie solaire pour alimenter une clinique de santé, une école, des foyers, ainsi qu'un système d'irrigation pour l'agriculture pendant la saison sèche qui peut permettre aux producteurs et productrices à petite échelle de bénéficier d'une saison agricole supplémentaire. Oxfam s'appuiera sur ce pilote au cours des prochaines années et a proposé de travailler sur celui-ci dans le cadre d'un programme englobant plusieurs pays.
- Protéger les moyens de subsistance issus de la pêche le long de la côte du Ghana. La côte du Ghana abrite une population dont le travail, la nourriture et les revenus dépendent largement du poisson et des ressources halieutiques. Toutefois, le sous-secteur de la pêche fait face aux défis de la surpêche et des pratiques de pêche non durables (pêche illégale, non déclarée et non réglementée), dispose de faibles moyens pour suivre et faire appliquer les lois appropriées, et manque de droits de possession garantis et de mécanismes de plainte. L'absence de moyens de subsistance alternatifs pour les pêcheurs familiaux conduit à une pression continue sur les ressources halieutiques et à un manque d'incitation à la réduction des pratiques illégales et non durables. Le programme œuvrera avec des communautés participant déjà aux activités de suivi budgétaire et s'étendra afin d'atteindre de nouvelles communautés de pêcheurs, afin de les aider à se livrer à un plaidoyer et à demander des comptes aux décideurs au sujet de ces problèmes.

SUIVI BUDGÉTAIRE POUR UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE AU GHANA

Collaborer avec de nouvelles parties prenantes

Avec la transition du pouvoir en décembre 2016, de nouveaux visages occupent désormais les ministères clés et les autorités locales dans l'ensemble du Ghana. Oxfam et ses partenaires œuvreront au développement de nouvelles relations, à la consolidation des réseaux existants et s'assureront que les engagements pris par le gouvernement précédent sont conservés.

Par ailleurs, le programme cherchera à profiter de l'opportunité offerte par une tendance accrue à la décentralisation budgétaire, dans le cadre de laquelle les autorités locales disposeront de plus de pouvoir. Nous prévoyons que la politique, le budget et le suivi au niveau local seront de plus en plus importants au sein du programme dans les prochaines années.

Travailler avec la technologie

Dans un environnement médiatique au rythme de plus en plus effréné, Oxfam et ses partenaires rechercheront de nouvelles méthodes pour suivre les dépenses du gouvernement et communiquer les résultats obtenus de la manière ayant le plus de portée et d'impact. Des options de collecte de preuves en temps réel, s'appuyant sur les enseignements tirés d'OilMoneyTV, sont à l'étude.

Budgétisation tenant compte des questions hommes-femmes

Oxfam recherche des moyens de mieux intégrer les éléments opérationnels et d'influence de ses programmes au Ghana. Les budgets nationaux devront être réceptifs aux besoins spécifiques des femmes et des filles et tous les acteurs devront reconnaître le rôle joué par les femmes et les filles dans le développement agricole du pays.

Pour en savoir plus sur ce programme, consultez :
www.oxfam.org.uk/agricultural-governance

SUIVI BUDGÉTAIRE POUR UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE AU GHANA

Notes

¹ Les phases antérieures du projet ont démarré en 2012.

² Banque mondiale (2015). *Croissance du PIB (% annuel)*. Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE. Extrait de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=GH>. Dernière visite le 02/04/2017.

³ Banque mondiale (non daté). *Ratio de la population pauvre disposant de moins de \$ 3,10 par jour (2011 PPA) (% de la population)*. Banque mondiale, Groupe de recherche pour le développement. Extrait de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.2DAY?locations=GH>

⁴ Banque mondiale (2015b). *Investissements étrangers directs, entrées nettes (BDP, \$ US courants)*. Base de données sur la balance des paiements du Fonds monétaire international, complétées par les données issues de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement et de sources officielles nationales. Extrait de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.KLT.DINV.CD.WD?locations=GH>

⁵ Aucune donnée plus récente n'est disponible. UNICEF (2016). *The Ghana Poverty and Inequality Report 2016*, page 6. [https://www.unicef.org/ghana/Ghana_Poverty_and_Inequality_Analysis_FINAL_Match_2016\(1\).pdf](https://www.unicef.org/ghana/Ghana_Poverty_and_Inequality_Analysis_FINAL_Match_2016(1).pdf)

⁶ Ibid.

⁷ SEND West Africa (2014). *Gender Model Family Manual for Community Workers*. http://www.sendwestafrica.org/sl/phocadownload/Gender_Model_Family_Manual_For_Community_Workers_2014.pdf?lbisphpreq=1

⁸ Ibid.

⁹ Oxfam. *À propos de CULTIVONS*. Extrait de <https://www.oxfam.org/fr/campagnes/propos-de-cultivons>

¹⁰ African Centre for Energy Policy. <http://www.acepghana.com/>

¹¹ OilMoneyTV. <http://oilmoneytv.org/>

© Oxfam International, juillet 2017

Ce document a été rédigé par Ian Goodrich. Oxfam remercie Mohammed-Anwar Sadat Adam pour son assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour en savoir plus sur les questions soulevées dans le présent document, veuillez contacter : hkuwabara@oxfam.org.uk

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-046-9 en juillet 2017.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduction et relecture : Tony Cerezo et Barbara Scottu

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Photo de couverture : Adam Patterson/Oxfam

WE
WON'T
LIVE
WITH
POVERTY



OXFAM